

## Octobre serbe

Catherine Samary

" On ne pensait pas que ce serait si facile "... Le commentaire est sur toutes les bouches. En août dernier, 21 juges avaient été démis de leurs fonctions pour avoir défendu M.Miroslav Todorovic, du mouvement de jeunes, " Otpor " (Résistance) ; on continuait à imposer des recteurs aux ordres dans les universités, et les licenciements de journalistes se multipliaient ... Et pourtant, au cours de ces dix jours qui ébranlèrent la Serbie, après les élections du 24 septembre, le " pouvoir fort " de Belgrade semblait étonnamment absent des rues de la capitale où d'immenses affiches proclamaient la victoire de Vojislav Kostunica, alors que les rassemblements quotidiens et les cortèges puissamment sonorisés, propageaient l'humour ravageur d'Otpor, aidant à surmonter les peurs. Exprimant la réticence des troupes à se faire lyncher quand le pouvoir bascule, la modestie du dispositif policier a limité les affrontements et, moyennant quelques actions musclées à la pelleuse permettant aux manifestants de faire sauter les barrages et de s'emparer de la télévision d'Etat, elle a facilité la fraternisation des quelques bataillons de service avec la foule en liesse : l'ensemble reflétait la profondeur du rejet populaire du régime. Homme de pouvoir mais aussi d'un certain légalisme, M.Slobodan Milosevic escomptait une nouvelle fois sa consolidation par les élections. Mais les formations d'opposition avaient des observateurs dans plus de 90% des circonscriptions. " Les élections ont été très surveillées – jusqu'à ce que, le dimanche, à 2 heures du matin, l'enveloppe de l'armée arrive : en découvrant le vote massif pour Kostunica " explique Milo Petrovic, sociologue " les autorités, paniquées, ont vidé les scrutateurs, mais ceux-ci détenaient déjà l'essentiel des résultats". La coalition au pouvoir s'est trompée sur l'ampleur des basculements qui, en quelques mois, ont affecté la société tout entière – et donc aussi, les appareils du régime. La répression déployée à partir de mai 2000 contre les jeunes d'Otpor quand ils s'en prirent au bastion du couple présidentiel, Pozarevac, fut un des catalyseurs du raz-le-bol populaire. " Je ne chanterai pas tant qu'ils frapperont des jeunes " avait déclaré le talentueux Djordje Balasevic. Il avait annulé son concert prévu à Nis en juin dernier, en expliquant : " Le public vient au concert avec des t-shirts d' " Otpor ", etc, les jeunes se reconnaissent facilement entre eux grâce à ces symboles, mais malheureusement la police les reconnaît aussi ". Il ajoutait de façon prémonitoire " Je m'étonne que personne dans ce pays (...) n'ait eu l'idée de dire : Nous sommes tous d'Otpor ". Aujourd'hui, dans les kiosques de la rue piétonne du centre belgradois, on s'arrache son CD et la chanson Vivre en liberté dont tout le monde connaît les paroles : " mon cœur bat au rythme de la résistance (otpor) ". Exaspéré par les jeux de pouvoir divisant l'opposition, ce mouvement de jeunes aux badges et auto-collants corrosifs – de leur poing levé au fameux " il est fichu " – Gotov je !- a largement marqué l'Octobre serbe. Mais " il " n'aurait pas été " fichu " si l'opposition était restée ce qu'elle était encore au début de l'été : discréditée et divisée, y compris face à la nouvelle loi électorale (accentuant le caractère " unitariste " du pays) provoquant le boycott de la majorité des Monténégrins et permettant à M. Slobodan Milosevic de se présenter au suffrage universel sans aucune obligation de majorité qualifiée pour être élu : abstentions massives et éparpillement des voix hostiles auraient dû permettre sa réélection. Il n'avait pas prévu que 18 partis formeraient, en août dernier, l'Opposition démocratique de Serbie (DOS en serbe) et qu'un Zoran Djindjic irait chercher un Vojislav Kostunica si opposé à ses propres positions..." C'est une coalition technique " commente M.Bora Kuzmanovic, sociologue, nouveau député de la DOS et membre de la Social-démocratie de Serbie fondée par l'ex-général Vuk Obradovic. " Avant l'été, nous avons fait, avec des moyens sophistiqués, des enquêtes dans la population" précise-t-il pour expliquer comment fut " trouvé ", via les sondages électroniques, le futur candidat élu : "les chiffres ont révélé très clairement que Vojislav Kostunica [dont le parti, marginal, était jusqu'alors resté en dehors des coalitions d'opposition] serait approprié. ". La presse du pouvoir avait popularisé ses prises de position, constamment hostiles aux bombardements de l'OTAN ! Son notoire refus des subsides et de " l'aide " américaine, son mode de vie modeste faisaient de lui un candidat sur lequel les attaques du régime (contre les " espions et vendus à l'OTAN ") n'avait aucune prise. Ni Milosevic, ni l'OTAN et non à la corruption d'où qu'elle vienne : telle fut l'identité " adéquate " au verdict des sondages/urnes. Ce fut un constat d'échec pour la coalition dirigée par M.Djindjic, qui songea longtemps (sous pression américaine) à boycotter tout suffrage pour ne pas " légitimer " M.Milosevic en se confrontant à lui dans des élections. Mais elle eut l'intelligence politique de saisir au bond cette opportunité électorale et de se rallier à cette candidature " de

transition". " Le changement, rendra possible d'autres changements "... Le Président Kostunica lui-même réaffirma cet objectif à la nouvelle télévision d'Etat, le soir même du 5 octobre : " Je ne suis pas élu pour rester au pouvoir, mais pour organiser bientôt de nouvelles élections "...Autre acte d'intelligence politique de l'opposition : la veille de ce jour J, pendant qu'on attendait encore le verdict de la Cour constitutionnelle - c'est-à-dire aussi le positionnement de l'Armée, de la Russie et donc de Slobodan Milosevic -, elle apporta son soutien aux mineurs de Kolubara, au sud de Belgrade, protestant d'abord contre le vol de leur volonté électorale. Alors que le pouvoir dit " socialiste " envoyait ses troupes d'élites et ordonnait l'arrestation du comité de grève pour " sabotage ", la DOS appelait à se rendre en masse aux côtés des mineurs. Sur place, un de ses dirigeants, M.Dragoljub Micunovic, accueillait les milliers de manifestants venus des environs, bientôt rejoints par M.Vojislav Kostunica lui-même, alors que bien des anciens électeurs de Slobodan Milosevic, dans ses bastions ouvriers, avaient basculé dans l'opposition. Dans une atmosphère préfigurant celle du lendemain, s'accomplit la fraternisation des forces armées avec une société civile, niée à l'Occident quand elle s'opposait aux frappes de l'OTAN, et massivement mobilisée, près d'un an et demi après la fin de cette guerre, contre le régime.Le président " fédéral " a été élu par le peuple serbe. Mais deux-tiers des Monténégrins, et les Albanais du Kosovo ont pratiqué le boycott. Vojislav Kostunica s'est initialement tourné vers les partisans de Slobodan Milosevic au Monténégro pour consolider sa majorité, alors que Zoran Djindic soutenait les propositions du président actuel Djukanovic en faveur d'une union confédérative de deux Etats. Mais Vojislav Kostunica a souligné dans son allocution du 5 octobre la nécessité du dialogue avec " les deux Monténégro " et d'une discussion sur les rapports entre peuples " qui ne doivent pas dépendre des fluctuations électorales ". Renonçant à la thèse de la " continuité " jusque là soutenue par Belgrade, il a admis que la Yougoslavie avait pratiquement cessé d'exister en 1991, ouvrant aussi la porte à l'idée d'une communauté de deux Etats. Il réclame, quant au Kosovo, l'application de la résolution 1244. Mais celle-ci, parfaitement ambiguë, fait du Kosovo une province de Yougoslavie – et non de Serbie...Les conflits albano-albanais, qui ne rendent pas la perspective d'une grande Albanie attractive ; le bilan désastreux et nécessaire des politiques de Grande Serbie ; l'évolution de la Croatie post-Tudjman ; la démission d'Alija Izetbegovic et la minorisation de son parti en Bosnie, tout cela pourrait concourir à modifier les consciences, permettant une ultime décomposition/recomposition des liens entre Etats et peuples souverains des Balkans, sur pied d'égalité. " Les Serbes du Kosovo devraient se dire Kosovars " : la jeune serbe de 23 ans, surnommée Tweety qui prononce ces mots exceptionnels développe avec enthousiasme un travail avec les organisations féministes albanaïses du Kosovo. Certes, elle ajoute, réaliste : " il faudra vingt ans pour panser les haines réciproques"... Les questions sociales ont pris le devant sur les questions nationales, estime le nouveau député Bora Kuzmanovic, tous les sondages l'indiquaient ". Un an après les bombardements, on évaluait la reconstruction réalisée par le pouvoir à 5% des dommages directs – 9% de ceux affectant les logements ; la production industrielle a chuté de 201% par rapport à 1998 alors que les salaires par rapport à 1999 ont baissé de 34% – avec un salaire moyen inférieur à 90 DM, 25% de chômeurs et sans doute autant de " salariés " en congé forcé percevant environ 10 DM. Une partie des 1 200 000 retraités reçoit à peine 30 DM. Les queues, tôt le matin, s'étalent pour acheter le sucre, le lait et l'huile subventionnés – pour ceux qui n'ont pas les moyens de se les procurer au marché noir. Le pouvoir a fait fonctionner la planche à billet avant les élections pour distribuer quelques salaires en retard et des allocations : c'est encore dans les couches les plus âgées et les plus pauvres ainsi que dans les campagnes qu'il maintient son électorat. Mais l'enrichissement mafieux de son entourage et du réseau clientéliste sur lequel il s'appuie déchaîne aussi la colère populaire.La DOS dénonce ces vols mafieux, en y opposant ... les privatisations accélérées – alors qu'elle fait appel à " l'autogestion ouvrière " pour démettre les directions en place... M.Miroljub Labus, pressenti pour être Premier ministre, membre du G17, groupe d'économistes libéraux, expliquait le 24 septembre dernier dans Nin : " L'investissement dans les infrastructures est une façon élégante de faire payer [ aux Occidentaux] les dégâts des bombardements et que cela soit dans l'intérêt de l'Europe "... M.Kostunica a pu à la fois dénoncer les sanctions occidentales et ouvrir l'espoir de leur levée, de l'arrivée de capitaux étrangers et de l'insertion de la Serbie dans le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Mais tout cela se heurte à des budgets européens dérisoires face aux besoins et à une logique économique socialement désagrégatrice [voir l'article de Nejbosa Vukadinovic]. Sollicité pour prendre en main le dossier de l'éducation, le professeur Ivan Ivic est réticent : " la partie économique du programme est contradictoire avec la partie sociale, que les économistes n'ont sans doute pas lue ! commente-t-il ; la

première préconise les réductions d'impôt – comment alors assurer les besoins sociaux et notamment de l'enseignement comme le promet la seconde ? ". Chacun peut juger ce qui se passe depuis 1995 en Bosnie, ou dans tous les pays voisins " soutenus " par ces politiques. Nin du 14 septembre rapportait comment la population évaluait la capacité des candidats à améliorer son niveau de vie. Slobodan Milosevic recueillait 26,5% de réponses positives, contre 30% pour Vojislav Kostunica – et 39 % de " je ne sais pas "... Le vote contre Milosevic n'a pas été un vote pour l'opposition" commente l'écrivain et ancien président yougoslave Dobrica Cosic qui a pourtant soutenu la DOS : " la Serbie a vécu une révolution démocratique appuyée sur les jeunes, les pauvres, les travailleurs – notamment la rébellion des mineurs. L'opposition démocratique a seulement été le facteur qui a organisé ce vote. Mais elle se trouve composée de partis bien trop faibles pour répondre aux attentes ultérieures de ces millions de gens ". Le professeur Ivic qui a refusé les contrats de subordination aux recteurs du pouvoir, raconte comment " à côté des procédures électorales et légales, les méthodes directes de changement de pouvoir se propagent, dans les usines comme dans les universités ". Il décrit comment le doyen de la faculté de philosophie vient d'être " démis ", puis il enchaîne sur GENEX, ce conglomérat assurant des échanges avec la Russie, dont le PDG, ancien ministre " avec sa garde privée, son enrichissement mafieux et ses pratiques hostiles à tout dialogue " vient d'être " contraint à démissionner par les travailleurs ". Les mineurs de Kolubara continuent eux aussi leur grève, cette fois-ci contre la direction en place, comme dans de multiples entreprises qui retrouvent les droits d'autogestion étouffés depuis longtemps. Exclu de la Ligue des Communistes au début des années 1970 pour avoir défendu les philosophes de la revue Praxis contre la répression titiste, le Professeur Ivic, estime que M. Slobodan Milosevic " n'a pris du titisme que les aspects répressifs, discréditant aux yeux des nouvelles générations, la notion de gauche". C'est pourquoi il a voté " pour un changement ouvrant un espace pour une vraie gauche ". Travaillant avec l'Unicef et animant un Forum pour l'Education, il se dit inquiet "de ceux qui, dans la DOS, sont prêt à se soumettre aux recettes occidentales, dans tous les domaines, en prétextant qu'il n'est pas nécessaire d'inventer la roue ". Et d'ajouter : " il faut s'ouvrir aux échanges, mais aussi inventer la roue, en mobilisant nos ressources propres ".L'accord pour de nouvelles élections en Serbie, le 23 décembre – ainsi que le projet d'un congrès extraordinaire du Parti socialiste – alors que l'Assemblée de la république est aux mains de l'ancienne majorité, confirment que, dans les rangs mêmes du parti au pouvoir de grandes fractures et des retournements de veste sont à l'œuvre. Ils contribueront sans doute à écarter du pouvoir M. Slobodan Milosevic et son épouse, Mme.Mira Markovic, particulièrement discréditée pour ses pratiques clientélistes.Quant aux crimes commis, il sera vital pour la société serbe comme le réclame le Fonds pour le droit humanitaire de Mme Natacha Kandic, qu'ils soient jugés par les Serbes eux-mêmes. Le Tribunal pénal de la Haye ne commencera à devenir crédible en Serbie, qu'en traitant de façon systématique tous les crimes commis sur l'espace yougoslave.